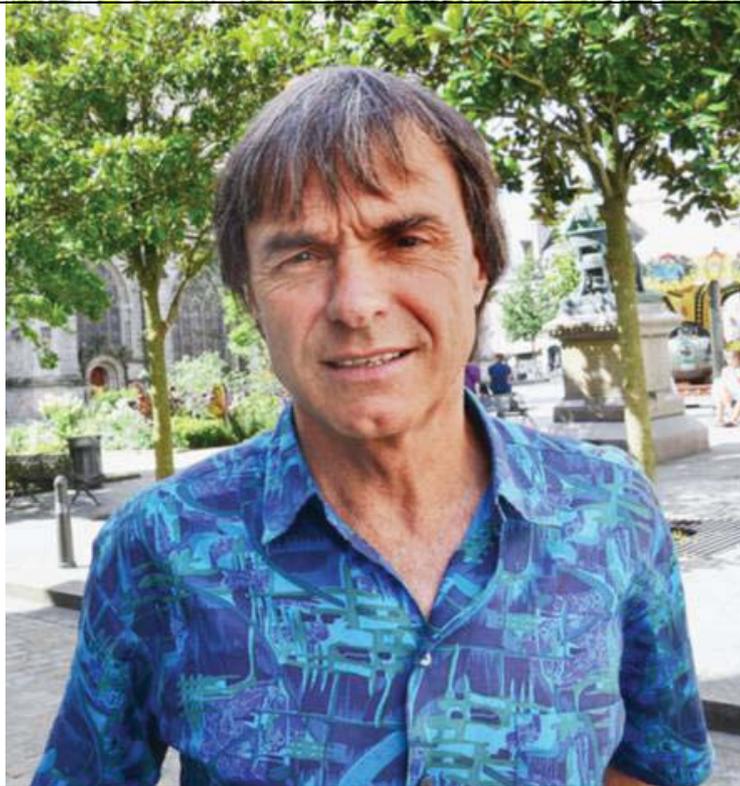


Rentrée politique.

« Ce n'est pas moi ou rien ! »

La rentrée politique pointe, elle aussi, le bout de son nez. Avec en perspective, plus si lointaine, les élections municipales 2014. Première interview, avec l'écologiste Daniel Le Bigot.

Daniel Le Bigot, élu Europe Écologie Les Verts et leader du groupe KEG dans la majorité municipale quimpéroise.



Cogestion avec le PS ou pas ? Cette question a clivé les écologistes locaux. Où en êtes-vous ?

Je me suis rendu compte au Journées d'été d'EELV que ce clivage-là n'était pas une spécificité quimpéroise mais existait beaucoup ailleurs. Les militants ou nouveaux élus veulent tout, tout de suite. Sauf que quand on pèse entre 5 % et 15 % de l'électorat on ne peut pas imposer systématiquement notre point de vue.

Ça implique des compromis ?

Plutôt la patience d'attendre le moment où l'on aura convaincu la population de la pertinence de nos arguments. Il ne faut pas contraindre mais convaincre. Ne pas renier ses convictions, mais

les faire avancer pas à pas. Prenons le bio dans les cantines. Des militants et élus ne comprennent pas pourquoi, lorsqu'on est dans une mairie, on n'arrive pas à imposer le 100 % bio. À Quimper par exemple. Un, les gens ne veulent pas manger que du bio. Deux, il n'est pas sûr que l'on soit capable de fournir 4.000 repas bio tous les jours. On ne peut répondre que graduellement, dans le temps. Et puis, je préfère des produits locaux de qualité issus de l'agriculture raisonnée que des bio mal certifiés et acheminés de loin.

À un an et demi des élections municipales, les écologistes quimpérois se réconcilient-ils, après les vives tensions du printemps ?

Il n'y a pas grand-chose qui nous sépare sur le fond. Ce qui nous divise, c'est la tactique : est-ce qu'on attend d'être majoritaire pour concrétiser nos aspirations ? Ou est-ce qu'on s'allie avec des partenaires de gauche, en l'occurrence le Parti socialiste, pour faire bouger les choses petit à petit, en acceptant des compromis largement avantageux pour l'écologie dans la ville ?

Est-ce le cas depuis 2008, par rapport à votre projet ?

Oui, sur la place de la voiture et des piétons dans la ville, les transports, le bio dans les cantines, les conseils de quartier... On n'est pas arrivé là où on l'espérait, il y a eu des obstacles mais nous avons avancé avec les socialistes. Il nous faudra procéder de la

même manière pour 2014, en convaincant nos partenaires de la pertinence de nos choix.

Quand la tactique électorale sera-t-elle mise en débat ?

À l'automne, il nous faudra trancher en interne sur le choix d'un partenariat avec le PS ou avec d'autres partenaires plus à gauche. Il faudra ensuite faire germer un maximum d'idées pour préparer un projet.

Et constituer une liste ?

Ce n'est pas l'urgence. Tout le monde y pense tout le temps, mais c'est le travail fourni qui fera émerger les personnalités susceptibles de porter le projet.

Vous, entre autres ?

Je ne considère pas comme le leader naturel des écologistes quimpérois. J'ai la prétention d'assumer une responsabilité dans la mise en œuvre du projet. Ça ne veut pas dire être tête de liste. Les gens décideront. Ce n'est pas moi ou rien !

Une liste ou deux listes ?

Il vaut mieux deux projets bien identifiés, écologiste d'une part et socialiste d'autre part, qui débouchent sur un accord commun en fonction de ce qu'en dit la population.

Ça nous donne ensuite une légitimité pour ne pas être d'accord sur tout. Prenez la gestion de l'eau. Nous voulions une gestion publique et avons exprimé notre opposition à la délégation de service public en conseil municipal. Ça n'a pas été un motif de rupture de la majorité pour autant.

Recueilli par Bruno Salaün